

Le nouveau désordre électoral

Les leçons du 21 avril 2002

sous la direction de
Bruno Cautrès,
Nonna Mayer

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Bruno Cautrès et Nonna
Mayer**

Le nouveau désordre électoral

Les leçons du 21 avril 2002

2004



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

En France, lors du “coup de tonnerre” d’avril 2002 (mais aussi comme dans la plupart des grandes démocraties occidentales) l’abstention bat des records, la volatilité électorale s’accroît, le vote pour des partis hors système augmente, les électeurs se décident de plus en plus tardivement et leurs choix paraissent de moins en moins prévisibles, sinon contradictoires. À partir d’une série d’enquêtes, et surtout du Panel électoral français de 2002 – la plus large enquête réalisée en France à ce jour – une équipe de chercheurs reconstitue les cheminements et les chassés-croisés qui ont marqué en 2002 quatre tours d’élections pas tout à fait comme les autres, et met en lumière les grandes tendances du comportement électoral des Français. Un livre qui dessine un nouvel ordre électoral.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724681604

ISBN papier : 9782724609387

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

Préface (Pascal Perrineau)

Introduction (Bruno Cautrès et Nonna Mayer)

PREMIÈRE PARTIE. LE POIDS DES ENJEUX

1. Les attitudes politiques existent-elles ? (Philippe Caillot et Bernard Denni)

Les effets de la conjoncture

L'opinion des électeurs à la veille du scrutin

Représentations sociales, attitudes politiques et intentions de vote

Représentations sociales et attitude politique

2. Crise de confiance dans les élites politiques (Pierre Bréchon)

Le déclin de la confiance

Sociabilité, confiance institutionnelle, optimisme

Des clivages politiques

Variables sociodémographiques

3. Risque environnemental et politique (Daniel Boy et Mathieu Brugidou)

Représentations « spontanées »

Représentations « construites »

4. Des votes xénophobes ? (Nonna Mayer et Guillaume Roux)

L'ethnocentrisme en France en 2002

Évolution de l'ethnocentrisme dans le temps

Influence de l'ethnocentrisme sur le choix électoral en 2002

5. L'Europe, invisible mais omniprésente (Céline Belot et Bruno Cautrès)

L'Europe, nouvelle dimension de l'espace politique français ?

L'Europe dans l'espace idéologique des Français

Effets des attitudes européennes dans le premier tour de

l'élection présidentielle

DEUXIÈME PARTIE. ANCIENS ET NOUVEAUX CLIVAGES

6. Les métamorphoses du « vote de classe » (Bruno Cautrès et Nonna Mayer)

La fin de l'exception ouvrière

Chassés-croisés

L'effet perturbateur du FN

7. La religion, encore et toujours (Claude Dargent)

La sociologie politique doit-elle encore s'intéresser à la religion ?

Le poids persistant de la variable religieuse

8. Dynamique de l'espace social et vote (Élisabeth Dupoirier)

Quel(s) indicateur(s) de position sociale retenir ?

Marqueurs sociaux et vote : évolution 1978-2002

9. Les paradoxes du gender gap à la française (Marianne Sineau)

Votes et comportements contrastés

Penser la différence face à l'extrême droite

10. Générations politiques (Vincent Tournier)

Participation et politisation

Nouveaux jeunes, nouveau rapport à la politique

L'évolution des valeurs

TROISIÈME PARTIE. LES DYNAMIQUES DU CHOIX

11. Érosion et mobilité partisans (Jean Chiche *et al.*)

1988-2002 : un lien partisan distendu

Mobilisation et mobilité partisans

12. Y a-t-il un vote stratégique en France ? (André Blais)

Qu'est-ce que le vote stratégique ?

Vote stratégique et modes de scrutin

Comment mesurer le vote stratégique ?

Le vote stratégique classique

Le vote stratégique inversé

La portée du vote stratégique

Faut-il être politisé pour voter de façon stratégique ?

13. L'accordéon électoral (Pierre Martin et Annie-Claude Salomon)

La pertinence du PEF 2002 comme instrument de mesure

Électeurs stables et mobiles en vague 1 et en vague 2

La dissidence électorale des sous-groupes de mobiles

14. À quoi jouent les mobiles ? (Richard Balme *et al.*)

La mobilité électorale : une approche en renouvellement

Intermittences, alternances et errances électorales

Mobilité électorale et identités politiques

Le second tour de la présidentielle : La mobilité sous contrainte

La subjectivité de la mobilité électorale

15. Voter toujours, parfois... ou jamais (François Héran)

Comment mesurer l'abstention

L'incivisme relatif des jeunes

Les laissés-pour-compte du jeu électoral

16. Panel, mode d'emploi (Anne Jadot et Bruno Cautrès)

Archéologie d'un programme de recherche

La dualité du PEF 2002

La mortalité sélective du panel (1) : biais sociologiques

La mortalité sélective du panel (2) : biais politiques

Précautions d'emploi

Bibliographie

Préface

Pascal Perrineau

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur du
CEVIPOF-Sciences Po.

Après Le vote de tous les refus [Perrineau, Ysmal, 2003] qui tentait d'éclairer « l'événement » des élections de 2002 en se fondant sur l'analyse des données électorales et des données d'enquête issues du Panel électoral français dont le chapitre 16 (« Panel, mode d'emploi ») du présent ouvrage présente toute l'originalité, Bruno Cautrès et Nonna Mayer publient, sous leur direction, un livre qui remet « l'événement 2002 » dans les évolutions de la longue période et des reclassements qui ont affecté le comportement électoral en France, depuis la fin des années 1970. Leur conclusion est que ces dernières élections traduisent un « nouveau désordre électoral » ou plutôt, si on les lit précisément, un ordre électoral différent de celui d'il y a trente ans, caractérisé par la grande complexité de sa nature et de ses facteurs explicatifs. Cette évolution du vote trouve ses racines dans une crise et une redéfinition d'ampleur des appartenances sociales, culturelles et politiques des électeurs qui viennent marquer les limites intellectuelles des grands modèles infrastructuralistes, classiques, d'explication du vote. Ce nouvel ordre électoral met en valeur l'importance des variables politiques (enjeux, images...) et des nouveaux clivages qui font sens dans la société et ne se réduisent que malaisément au clivage gauche-droite. Ces nouveaux clivages, qui ne trouvent pas de débouché direct sur la scène politique, et l'importance de la conjoncture politique, par définition sans cesse changeante, contribuent à l'impression de « désordre électoral » et à la nécessité d'avoir recours à des modèles d'interprétation davantage politiques que sociologiques, davantage interactionnistes que structuralistes. Enfin, cet ouvrage témoigne mieux que d'autres d'un nouveau statut du vote défini par un

rapport plus distant et stratégique à l'acte de vote et par une place moins topique dans les différentes modalités de la participation politique.

Tout d'abord, cet apparent « nouveau désordre électoral » s'enracine dans une profonde crise des appartenances sociales et culturelles qui fondaient traditionnellement le vote. Certes, les « variables lourdes » (classe et religion) ont encore de « beaux restes » mais ne permettent absolument pas de rendre compte de ce qu'il y a de nouveau dans le système (et en particulier du vote frontiste et de la tripartition durable de l'espace politique qui s'en est suivi) mais surtout, les appartenances de classe et de religion sont marquées par un intense processus d'individualisation et de bricolage. Comme le montre le chapitre 6 (« Les métamorphoses du vote de classe »), les oppositions entre privé et public ou entre salariat et travail indépendant sont électoralement fortes. Elles n'ont cependant rien à voir avec la bipolarité sociale et politique entre classe ouvrière et bourgeoisie telle qu'elle fonctionnait dans les années 1970 où elle semblait pouvoir constituer un écho direct au plan électoral de la « lutte des classes ». Le chapitre 7 (« La religion, encore et toujours ») montre de même, qu'en dépit du lien fort entre pratique catholique et vote de droite, le Front national échappe totalement à cette détermination et « l'individualisation du croire » peut, à terme, contribuer à desceller cette intimité de la relation entre catholicisme et conservatisme. Le chapitre 11 (« Érosion et mobilité partisans ») sur le poids des proximités partisans décrit l'érosion constante du lien partisan et même l'apparition d'un affaiblissement sensible de sa structuration du vote. Le chapitre 8 (« Dynamique de l'espace social et vote »), permet de comprendre sur la longue période 1978-2002, ce délitement relatif des infrastructures sociales, culturelles et partisans du vote. Un délitement qui plonge ses racines profondes dans une mutation du lien social où les références aux groupes sociaux d'appartenance (classes, milieux socioprofessionnels...) se sont beaucoup affadies, dans le développement d'une multiappartenance à des groupes porteurs de valeurs et de normes différentes et parfois contradictoires et, enfin, dans une tripartition de l'espace politique où les débouchés « naturels » des positionnements sociaux d'antan ne trouvent plus toujours leur place, la gauche s'embourgeoisant, la droite et surtout l'extrême droite se

popularisant. Ces désarticulations sociales et politiques ont bien sûr engendré une mobilité électorale particulièrement forte chez les jeunes et les citoyens éloignés de tout sentiment d'appartenance à une classe sociale, deux catégories qui ont un certain avenir devant elles.

Dans cet univers où le malaise des identités sociales et politiques semble parfois instaurer un certain « désordre électoral », d'où peut venir l'« ordre » électoral, même éphémère et changeant ? L'intérêt particulier de cet ouvrage est de nous faire découvrir toute une série d'enjeux – la perception des élites politiques (chapitre 2, « Crise de confiance dans les élites »), l'ethnocentrisme (chapitre 4, « Des votes xénophobes ? »), l'Europe (chapitre 5, « L'Europe invisible mais omniprésente »), l'image des leaders et des partis (chapitre 9, Les paradoxes du gender gap à la française) ou encore, à un degré moindre, l'environnement (chapitre 3, « Risque environnemental et politique ») – autour desquels se structurent les choix, s'inventent les nouveaux clivages et s'organisent les mobilités électorales dont une approche qualitative nous révèle l'impressionnante labilité et l'enracinement dans les évolutions particulières de la subjectivité (chapitre 14, « À quoi jouent les mobiles ? »). Ces nouveaux enjeux, ces mobilités définissent de nouveaux clivages dont on est surpris de voir l'autonomie par rapport à la scène politique traditionnelle. Le chapitre 1 qui pose la question essentielle : « Les attitudes politiques existent-elles ? », montre bien l'ampleur du décalage entre systèmes d'opinions, attitudes et votes. On touche là au cœur du malaise dans la représentation politique dans la mesure où le monde politique représente de plus en plus mal les clivages, les problèmes et les attitudes tels que les représentés les vivent.

Face à cette distorsion majeure, il était inévitable que le rapport au vote change radicalement. Le chapitre 10 (« Générations politiques ») sur les nouvelles générations politiques atteste de l'ampleur du déclin de la participation électorale, de la désaffection partisane et de la désidéologisation. Mais cela ne veut pas dire dépolitisation et triomphe de l'apathie politique. Le chapitre 13 (« L'accordéon électoral ») montre dans la séquence électorale d'avril à juin 2002 des flux de mobilité (auxquels participent beaucoup les jeunes) très bien organisés autour de variables politiques (image des candidats, image de la classe politique,

mobilisation anti-Le Pen, enjeu de l'insécurité, enjeu de l'immigration). Enfin, les chapitres 12 (« Y a-t-il un vote stratégique en France ? ») et 15 (« Voter toujours, parfois ou jamais ») révèlent l'importance du vote et du non-vote stratégiques où la perception de la scène politique, de l'offre politique et du contexte politique et institutionnel devient un élément décisif du choix électoral.

Cet ouvrage sur « le nouveau désordre électoral » est important car il démontre que le « désordre » est en train d'accoucher d'un « nouvel ordre électoral » en phase avec une société post-industrielle profondément travaillée par le processus d'individualisation, la crise des loyautés durables (sociales, politiques et idéologiques), le recours aux stratégies alternées de défection du système (exit) et de prise de parole (voice) [Hirschman, 1995], la mobilisation d'une information croissante plus à des fins de stratégies de contestation du système représentatif classique que d'implication croissante dans celui-ci et, enfin, le rapport plus délié à une politique où le « désenchantement du monde » a laissé ses traces^[1]. Au fond, au travers de ces regards attentifs et experts sur le vote aujourd'hui, c'est le nouveau sens du vote après trente ans de changements sociaux, culturels et idéologiques de toute première ampleur que nous découvrons.

Notes du chapitre

[1] On retrouve ici nombre de traits du comportement politique nouveau qu'Edward G. Carmines et Robert Huckfeldt considèrent comme caractéristiques de la citoyenneté moderne et où « l'acteur stratégique de la tradition de l'économie politique réapparaît dans les traditions de la sociologie politique et de la psychologie politique » [Goodin, Klingemann, 1996, p. 248].

Introduction

Bruno Cautrès

Chargé de recherche CNRS, directeur PACTE-CIDSP/Institut d'études politiques de Grenoble.

Nonna Mayer

Directrice de recherche CNRS, CEVIPOF-Sciences Po Paris.

« Des filaments épars se soudent, des lacunes se comblent, des connexions s'établissent, quelque chose qui ressemble à un ordre transparait derrière le chaos [...]. Un corps multidimensionnel naît, dont les parties centrales dévoilent l'organisation alors que l'incertitude et la confusion règnent encore au pourtour. »

Claude Lévi-Strauss, *Mythologiques. Le cru et le cuit*, Paris, Plon, 1964, p. 11.

En France comme dans la plupart des grandes démocraties occidentales, l'abstention bat des records, la volatilité électorale s'accroît, le vote pour des partis hors système augmente, les électeurs se décident de plus en plus tardivement et leurs choix paraissent de moins en moins prévisibles, sinon contradictoires. Les scrutins de 2002 et le « coup de tonnerre » du 21 avril en apportent la démonstration éclatante. L'extrême droite bat ses records historiques au premier tour mais le second se transforme en référendum anti-Le Pen et les candidats du FN sont balayés aux législatives. Les trois candidats de l'extrême gauche réunissent un peu plus d'un suffrage exprimé sur dix, et leurs organisations

participent largement aux manifestations de l'entre-deux tours, mais le 9 juin les manifestants ne se sont pas transformés en électeurs. Jacques Chirac fait le plus mauvais score d'un président sortant sous la Cinquième République au premier tour mais se voit plébiscité le 5 mai et conforté par une majorité écrasante aux législatives. Le Premier ministre sortant qui avait paru dominer la scène politique française depuis 1997 et semblé réunir autour de son gouvernement une « gauche plurielle », quitte la vie politique. Par une cruelle ironie du sort : c'est un 21 avril, cinq ans plus tôt, que Jacques Chirac avait annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Et après l'éparpillement sans précédent des votes du 21 avril 2002 on assiste à une rebipolarisation spectaculaire de l'électorat français. L'analyse des quatre tours de scrutin de 2002 offre un terrain d'observation privilégié du changement électoral et permet d'anticiper l'analyse des échéances futures, celles de juin 2004 mais surtout celles de 2007.

Comment expliquer ces retournements spectaculaires de l'électorat ? Quelles en sont les causes et les conséquences ? Ces phénomènes peuvent-ils demain se reproduire ? Est-on entré dans une période d'instabilité généralisée ? Pour répondre à ces questions on dispose d'une enquête unique en son genre, le « Panel électoral français 2002 ». Soit plus de dix mille interviews effectuées en trois vagues : 4 107 avant le premier tour présidentiel, 4 017 après le second tour, et 2 013 après les législatives, dont 1 417 panélistes qui ont accepté d'être réinterrogés les trois fois. Mieux que les sondages classiques, qui offrent un instantané des opinions, la technique du panel permet de reconstituer les cheminements, les hésitations, et les chassés-croisés qui ont marqué ces quatre tours d'élections pas tout à fait comme les autres, dans un très bref intervalle de temps. Et la comparaison avec les enquêtes précédentes, menées par le CEVIPOF après les élections législatives de 1978 et 1997^[1] et les élections présidentielles de 1988 et 1995, permet de reconstituer la séquence historique qui conduit au « séisme » du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, d'en retrouver les origines dans la transformation du lien partisan et la recomposition profonde des clivages sociaux et culturels au cours du dernier quart de siècle.

Pour éclairer les raisons du vote et du non-vote, de la stabilité ou de la volatilité des choix, ce livre s'appuie également sur des outils qualitatifs et expérimentaux. La vague 2 du panel inclut des questions

ouvertes sur la perception des enjeux de l'élection, afin de recueillir les propos spontanés des personnes interrogées. Le matériau recueilli est beaucoup plus riche que les réponses aux questions fermées. Son exploitation systématique éclaire notamment d'un jour nouveau la perception des risques environnementaux et des responsabilités politiques en la matière. En complément du panel 2002 on dispose également d'une expérience de dynamique de groupe menée de manière intensive (séances collectives, entretiens individuels, cahiers de notes à remplir, tests projectifs, etc.) auprès d'un mini panel suivi pendant trois mois, de mars à juin 2002. Là encore, leur parole permet de mieux comprendre les mécanismes complexes du choix électoral, en restituant les hésitations, les émotions et les évolutions des citoyens dits « ordinaires ».

Les non-votants enfin sont mal pris en compte par les sondages électoraux. Par définition nos enquêtes portent sur la population des électeurs inscrits, ce qui exclut environ 10 % d'électeurs potentiels qui n'ont pas fait la démarche de l'inscription. Quant aux inscrits qui s'abstiennent, ils ne tiennent pas nécessairement à déclarer à l'enquêteur un comportement qui reste perçu comme incivique. Les enquêtes « Participation électorale » de l'INSEE permettent depuis 1988 de remédier à ce biais. Elles portent sur de gros échantillons (environ 40 000 individus) tirés de l'échantillon démographique permanent, panel hors normes qui suit plus d'un demi-million de personnes d'un recensement à l'autre. Elles permettent non seulement de savoir si la personne est inscrite, grâce au fichier électoral également tenu par l'INSEE, mais encore si elle est effectivement allée voter à chaque tour de scrutin, en contrôlant sur les listes d'émargement, en l'occurrence pour les quatre tours des scrutins 2002. Elles permettent surtout d'évaluer avec précision la part relative des deux composantes majeures de l'abstention, celle des « hors jeu » qui obéit à une logique d'exclusion, et concerne essentiellement les milieux populaires, et celle, intermittente mais en progression constante, des « dans le jeu », socialement et culturellement plus favorisés, qui s'abstiennent malgré, ou peut-être à cause de, leur intérêt pour la politique et leur implication partisane^[2]. En combinant ces divers outils d'analyse, il apparaît que le « désordre » électoral n'est qu'apparent. Les électeurs et les électrices sont plus réactifs, plus volatils, mais leurs choix font sens, si l'on admet que l'abstention devient une stratégie à part entière et

que la mobilité électorale a ses raisons. Les clivages anciens, en particulier ceux que tracent l'appartenance religieuse ou la situation professionnelle se sont profondément transformés, ils se sont complexifiés, mais ils n'ont pas disparu. De nouveaux clivages se dessinent, autour de l'appartenance générationnelle et du « genre ». Dans une société où le niveau de diplôme des jeunes générations s'élève, en être démunis introduit une nouvelle forme d'inégalité. De nouvelles demandes émergent, et de nouveaux enjeux s'imposent : la place des minorités, les conséquences de l'Europe et de la mondialisation, la défense de l'environnement et de la planète Terre. Sur ces problèmes les électeurs et les électrices ont des attitudes structurées. Ils continuent à se définir en termes de droite ou de gauche, en termes de proximité partisane. Ils continuent à croire dans l'importance de l'acte de vote dans une démocratie. Ce sont les partis qui apparaissent de plus en plus décalés par rapport à leurs attentes. Et les représentants qui n'inspirent plus confiance. C'est là la source principale de l'apparent désordre d'avril-juin 2002.

Toute élection est singulière et celles de 2002 tout particulièrement. Le scrutin présidentiel intervient après cinq ans de cohabitation qui ont usé les partis au pouvoir et leurs leaders. Le sentiment dominant, propice à un vote de défouloir, est que les jeux sont faits et que l'élection ne changera rien. Et le contexte, dominé par le débat sur l'insécurité, est exceptionnellement porteur pour le Front national. Mais la répétition du « séisme » n'est pas écartée pour autant. Car le chômage continue à monter, l'élargissement de l'Europe inquiète, la place de l'islam dans la société française est en débat. Et malgré l'irruption d'un discours politique glorifiant l'écoute de la « France d'en bas » et le travail de « terrain » du métier d'élu, la distance entre gouvernants et gouvernés ne s'est pas réduite.

Notes du chapitre

[1] Celle de 1997 est une enquête SOFRES/*Libération*/CEVIPOF/CIDSP-Grenoble et CRAPS-Lille.

[2] Voir la typologie de Jérôme Jaffré et Anne Muxel (2000) et son application aux élections 2002 [Muxel, 2003].

Première partie. Le poids des enjeux

1. Les attitudes politiques existentielles ?

Philippe Caillot

Chercheur au PACTE-CIDSP/Institut d'études politiques de Grenoble.

Bernard Denni

Professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, directeur du DESS Progis, PACTE-CIDSP/Institut d'études politiques de Grenoble.

Le résultat du 21 avril 2002 est le plus inattendu de toute l'histoire des élections présidentielles françaises. Quelques jours avant le scrutin, l'élimination de Lionel Jospin au profit de Jean-Marie Le Pen paraît invraisemblable. Sans doute, l'évolution des courbes d'intentions de vote publiées régulièrement par la presse aurait dû alerter les observateurs : le candidat socialiste, Premier ministre sortant, perd des voix alors que le leader du Front national progresse lentement. Mais les redressements brouillent à ce point les lois de l'inférence statistique qu'il est impossible de savoir quel rapport ces photos instantanées des électeurs entretiennent avec l'évolution réelle de leurs intentions. Sur la base de ces observations très imparfaites, on a souvent présenté le résultat du 21 avril comme étant imprévisible : trop d'électeurs auraient pris leur décision au dernier moment, dans l'isolement, sous l'influence d'une campagne dominée par les thèmes du Front national, l'immigration et l'insécurité. Qu'en est-il réellement ? Le 21 avril est-il le produit de l'inconstance des électeurs, faiblement politisés et fortement influençables ? Ou bien est-il une manifestation particulièrement spectaculaire et inquiétante du décalage croissant entre les gouvernés et ceux qui les représentent et les dirigent ?

À s'en tenir à une série d'observations, récurrentes depuis le début des années 1990, telles que l'importance de l'abstention, la dispersion des voix, le succès des candidats d'extrême droite et d'extrême gauche, la mobilité électorale entre deux scrutins [Perrineau, Ysmal, 2003], les comportements des citoyens semblent déliés de toute prédisposition relativement stable à l'égard de la vie publique. À l'origine du désordre électoral il y aurait donc l'absence d'attitudes politiques chez l'électeur. Celui-ci n'a pas la capacité de se forger une opinion ni même le sentiment d'être socialement habilité à le faire [Converse, 1970 ; Bourdieu, 1979]. S'il lit et suit les débats, il s'expose à des informations contradictoires qu'il ne parvient pas à traiter : selon les circonstances, il adopte des opinions différentes, voire conflictuelles [Zaller, 1992]. Si l'électeur ne se détourne pas de la vie politique, l'ambivalence de ses opinions favorise un comportement impulsif : il vote selon son humeur, sous l'emprise des effets de conjoncture et des thèmes dominants de la campagne électorale.

De nombreux travaux présentent une autre image, plus complexe, des citoyens. Bien que faiblement politisés et impliqués dans la vie politique, ceux-ci ont des opinions « consistantes » et organisées sur bien des sujets qui les concernent et sont débattus lors des campagnes électorales [Michelat, Simon, 1977 ; Kuklinski, 2001 ; Grunberg, Mayer, Sniderman, 2002]. Ils ont aussi des repères politiques. Une très large majorité a la capacité d'utiliser les traditionnels emblèmes de ralliement des compétitions électorales, la gauche et la droite, pour définir son identité politique [Denni, Lecomte, 1999, t. 1, p. 176-181]. Si ces analyses ont une part de vérité, alors le désordre électoral viendrait de la difficulté des acteurs politiques à présenter aux électeurs une offre qui fait sens pour eux^[1]. Les citoyens ordinaires auraient, en France, de plus en plus de difficulté à mettre en relation leurs propres préoccupations, leur identité politique et les programmes des partis.

Sans prétendre tester au fond les hypothèses présentées, ce chapitre commence par évaluer l'importance des effets de contexte et de conjoncture sur les électeurs. Ensuite, à partir des opinions formulées à propos de trois thèmes majeurs de la campagne présidentielle : l'immigration, la sécurité et la place de l'économie libérale, il cherche à vérifier l'existence de systèmes d'opinions organisés et conflictuels, et à les mettre en relation avec des positions sociales et

des logiques d'opinion plus générales. Enfin il étudie les relations entre ces perceptions de la réalité sociale, les clivages idéologiques traditionnels et leurs effets sur les intentions de vote, dans les jours qui précèdent le 21 avril.

Les effets de la conjoncture

Dans toute élection, la nature de l'offre électorale, le déroulement de la campagne et les thèmes débattus influencent les comportements des électeurs. L'enquête qui a précédé le premier tour de l'élection présidentielle^[2] permet de suivre l'impact de ces facteurs conjoncturels sur la mobilisation des électeurs et leurs opinions relatives à l'insécurité.

Démobilisation, politisation et dispersion des voix

Avant même l'annonce officielle de leurs candidatures, le président sortant et son Premier ministre apparaissent comme les deux vainqueurs du premier tour de l'élection présidentielle. Cette « perception généralisée » d'une élection où les jeux sont faits [Gerstlé, 2003, p. 31] n'est pas sans conséquence sur la mobilisation du corps électoral.

La campagne mobilise peu l'attention des électeurs : un peu plus du tiers (37,2 % exactement) la suit « chaque jour ou presque » et 14,8 % « pas du tout ». Un peu plus d'un électeur sur trois (37,5 %), moins d'un sur deux (47,3 %) parmi les plus attentifs, déclare qu'elle donne envie d'aller voter. On n'observe aucun regain d'intérêt à l'approche du scrutin.

Peu suivie et dépourvue d'attraits, la campagne présidentielle du premier tour n'apparaît pas comme un moment privilégié de forte politisation où l'électeur élabore sa décision électorale. Un électeur sur dix déclare s'intéresser « beaucoup » à la politique et près de deux fois plus (18 %) « pas du tout », ce qui n'est pas très différent de 1988 et 1995. L'indécision des électeurs, en revanche, a nettement augmenté depuis 1988 : à l'époque, 75 % ont pris leur

décision « depuis longtemps », ils ne sont plus qu'un sur deux dans ce cas en 1995 et en 2002. Un quart des électeurs n'a pas encore fait son choix au moment de l'enquête ; cette proportion, plus forte chez les personnes les moins politisées (32,6 %), reste élevée chez les plus politisés : 14,5 %. Conséquence d'une campagne morne et sans attrait, l'indécision ne diminue pas à l'approche du scrutin, alors que les refus de voter augmentent de façon significative : ils passent de 21,5 % la première semaine d'enquête à 26,3 % la suivante. La campagne du premier tour a eu un effet démobilisateur certain sur les électeurs.

Le choc du 21 avril va toutefois secouer cette apathie politique. La mobilisation de la rue pour faire barrage au leader de l'extrême droite culmine à l'occasion du 1er Mai. Elle s'accompagne d'une élévation importante de l'intérêt pour la politique chez les électeurs enquêtés après le second tour de l'élection présidentielle : 15,2 % déclarent s'y intéresser « beaucoup » alors que la proportion de ceux qui ne s'y intéressent « pas du tout » est divisée par deux. Le phénomène, qui concerne toutes les classes d'âge, est un peu plus marqué chez les plus jeunes. Après le second tour des élections législatives, la politisation recule un peu, l'impact du 21 avril étant encore nettement perceptible. Cette séquence d'observations montre que l'attention accordée à la vie politique ne dépend pas seulement d'une sorte de qualité des électeurs acquise une fois pour toutes au cours de leur socialisation. Elle dépend aussi de la capacité du contexte politique à stimuler ces dispositions : la politique intéresse les citoyens ordinaires, à condition qu'elle leur donne des raisons de la juger intéressante.

Démobilisatrice, la campagne du premier tour a aussi pour effet de disperser les voix. Le contexte politique dominé par la certitude d'un premier tour joué d'avance a favorisé la multiplication des candidatures, à droite comme à gauche. Bénéficiant des moyens de communication de la campagne officielle, les nouveaux venus dans la compétition, inconnus pour certains, attirent un nombre croissant d'électeurs. À gauche, le phénomène concerne Besancenot et Taubira dont les intentions de vote passent de 5,3 %^[3] du 8 au 13 avril à 8,7 % la semaine suivante. À droite, Lepage, Bayrou, Boutin et Madelin progressent également de 10,1 % des intentions de vote à 12,8 %. Dans le même temps, les vainqueurs attendus, Jospin et Chirac, perdent deux ou trois points. Les électeurs hésitent